

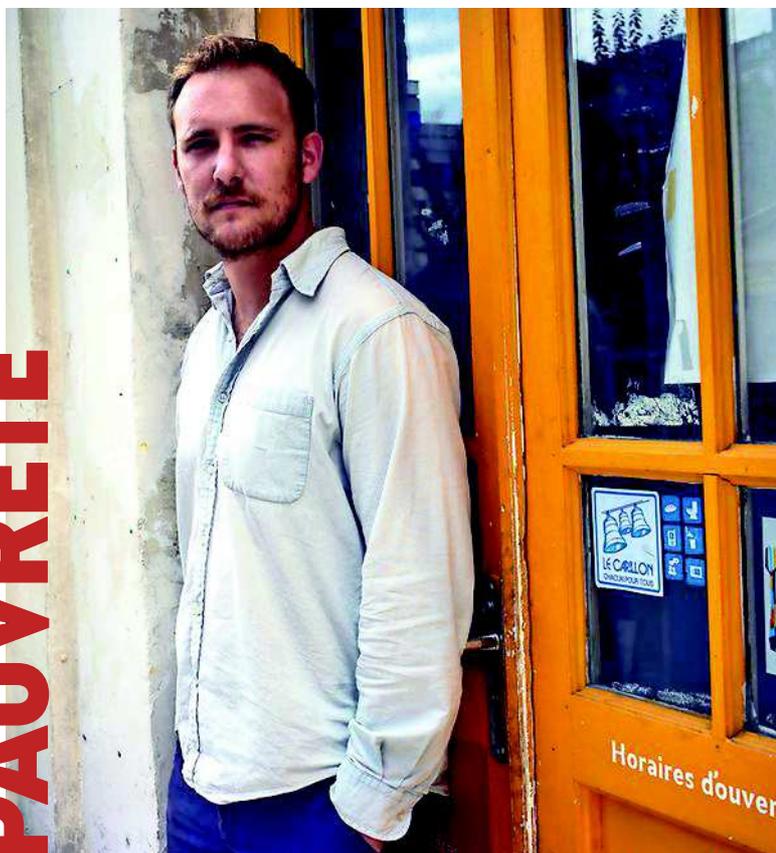
AU PROFIT DES AUTRES

Et si l'on pouvait conjuguer rentabilité économique et utilité sociale ? Ils sont de plus en plus nombreux à créer leur activité avec l'ambition d'avoir un impact sur la société. Emploi, éducation, environnement, santé, pauvreté : voici cinq exemples concrets, repérés par l'association Ashoka.

par Claire Aubé

Tout l'enjeu pour les entrepreneurs sociaux, soucieux de leur impact positif sur la société, est de parvenir à dupliquer leur innovation à grande échelle. C'est le rôle d'Ashoka, une association, fondée il y a trente-cinq ans, qui identifie et fait grandir ces chefs d'entreprise. Pour les repérer, elle mène une veille proactive et mobilise les anciens, baptisés « fellows ». Ensuite, elle propose aux élus un accompagnement complet. Des parcours d'accélération avec des sessions thématiques sont organisés sur de multiples sujets : apprendre à lever des fonds, à communiquer, à mesurer l'impact social. Du coaching individuel est aussi dispensé, grâce à l'Ashoka Support Network, un réseau d'une soixantaine de cadres dirigeants répartis sur tous les continents. Enfin, l'association délivre des bourses qui peuvent aller jusqu'à 100 000 euros. Une manière de donner de l'oxygène au porteur de projet, et surtout, le temps nécessaire pour le développement de sa stratégie. Les cinq entrepreneurs repérés par Ashoka France et rencontrés par L'Express devraient intégrer la promotion 2017, qui sera révélée le 22 novembre, à Paris. Portraits. ■ www.ashoka.org/fr

PAUVRETÉ



LOUIS-XAVIER LECA, fondateur du Carillon

Une place pour les sans-abri

Comment aider les sans-abri en détresse que nous croisons tous les jours ? Après avoir bouclonné au Sénégal, en Australie et au Chili, dans la finance solidaire, Louis-Xavier Leca, à son retour en France, contribue au lancement de la conciergerie de quartier

Lulu dans ma rue. En 2014, il a l'idée d'un projet citoyen en forme de micro-réseau pour mettre en contact les commerçants d'un quartier et les SDF à la recherche de services simples : utilisation des toilettes, recharge du téléphone, consommation d'une boisson chaude, etc. Il établit la liste des commerçants du XI^e arrondissement – où il réside – partants pour rendre ces services. Puis il crée un label solidaire à afficher sous la forme de pictogramme dans les magasins : le réseau Le Carillon est né. « Nous fonctionnons de manière décentralisée, sur la base →

« ON A BEAU VIVRE DANS LA RUE, ON PEUT ÊTRE SENSIBLE À LA LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE »

→ de microengagements et de microdons » détaille-t-il. Complémentaire aux grandes structures d'action sociale, l'association ne dépend que de la bonne volonté citoyenne et ne reçoit pas de subvention publique. En à peine un an, Le Carillon a fédéré plus de 500 commerçants à Paris, et essaime à Lille, Nantes, Marseille, Lyon. Des événements sont organisés, tels que la Soupe Impopulaire,

préparée par les SDF pour les habitants avec pour objectif de changer le regard sur les plus démunis. « On a beau être à la rue, on peut aussi être sensible à la lutte contre le gaspillage » explique Louis-Xavier Leca.

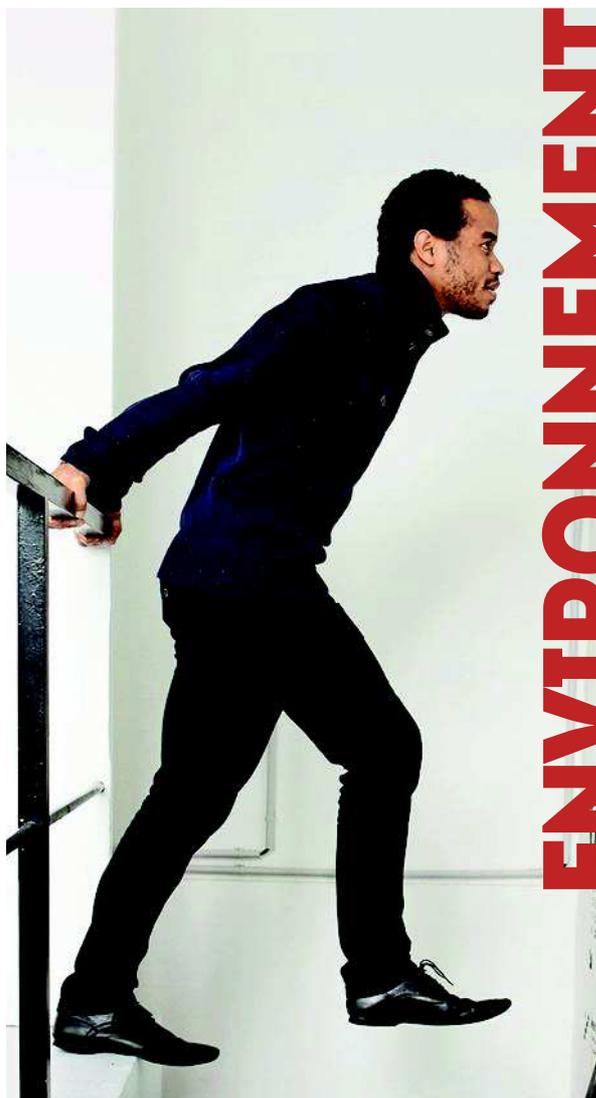
Fort de ces succès, le jeune homme développe d'autres idées : Les Clochettes, un projet de végétalisation des rues de Paris mené par des SDF et des habitants ; La Cloche

à Biscuits, une entreprise d'insertion pour produire des biscuits bio, distribués ensuite dans le réseau du Carillon. A chaque fois, la même motivation : renforcer le lien social pour les sans-abri. Car 83 % des SDF souffrent du rejet à leur égard, selon une étude BVA-Emmaüs. « En France, on meurt d'isolement avant tout », rappelle Louis-Xavier Leca. ■

www.lecarillon.org

GAËL MUSQUET, fondateur de Hand

Des hackers contre les risques naturels



ENVIRONNEMENT Sommes-nous bien préparés à affronter les feux de forêt, les inondations, les cyclones ? Au vu de l'actualité de cet été, il semblerait que non. Météorologue de formation, passionné par la conception de capteurs climatiques, Gaël Musquet a d'abord travaillé au ministère de l'Ecologie avant de prendre la présidence de la branche française d'OpenStreetMap, un projet qui vise à cartographier le monde sous licence libre. En 2010, le séisme en Haïti marque un tournant dans sa vie : « J'ai constaté à quel point le numérique et les réseaux sociaux pouvaient aider le gouvernement et les ONG », raconte-t-il. Pour ce féru des logiciels libres et du collaboratif, les populations ne sont pas assez impliquées dans les exercices d'anticipation des crises, souvent gérés par les services de l'Etat. Il réunit des développeurs, des blogueurs, tous « hacktivistes » et en 2014, il organise une session de préparation au tsunami dans le cadre de Caribe Wave, l'exercice annuel d'alerte de l'Unesco. En 2015, 2016, 2017, trois opérations sont menées, cette fois en Guadeloupe. Utilisation de réseaux sociaux, capteurs sismiques, radios, antennes 4G, drones navigants et volants, avions : l'équipe regroupée dans une association baptisée Hand (*Hackers against natural disasters*)

teste toutes les réponses technologiques possibles aux crises naturelles. Le tout en associant la population locale. L'ensemble est financé par des campagnes de *crowdfunding*.

L'action de Hand rencontre de plus en plus d'échos. Pour autant, il reste du chemin à parcourir. « En France, on n'a toujours pas de doctrine tsunami. On sait que les crises sont cycliques, que les épidémies de zika et de dengue vont survenir, que des cyclones se produisent régulièrement... mais on est incapable de prévenir la population », déplore Gaël Musquet. Face à une administration trop lente, Hand agit : pose de capteurs dans le sud de la France pour superviser les feux de forêt, préparation d'un exercice dans l'océan Indien, participation à un colloque à Fukushima. L'association vient de boucler l'achat d'un terrain au nord de Paris pour expérimenter des technologies. Avec toujours un objectif : « Elaborer des doctrines de préparation aux crises avec les populations locales », conclut Gaël Musquet. ■ <http://hand.team>

« EN FRANCE, ON NE SAIT PAS PRÉVENIR MASSIVEMENT LA POPULATION »



ÉDUCATION

MARINE QUENIN, fondatrice d'Enquête

La religion est un jeu d'enfant

L'aventure d'Enquête, l'association fondée par Marine Quenin, trouve son origine dans une série de remarques a priori anodines de sa fille aînée, alors en CP. « Bientôt les vacances de la "poussin" », lâche-t-elle un jour. « Ilias a mangé du porc et va être malade », explique-t-elle gravement une autre fois devant sa maman, interloquée : les programmes scolaires ne sont-ils pas censés aborder les faits religieux afin de donner des repères aux élèves ? « Oui en théorie. Dans la réalité, j'ai constaté une grande réticence à parler de ces sujets, soit par opposition de principe, soit par peur des réactions des enfants ou de leurs parents », raconte Marine Quenin. Cette diplômée de Sciences po n'est ni enseignante, ni spécialiste du fait religieux. Depuis quinze ans, elle travaille dans l'entrepreneuriat social – directrice de la branche internationale du Samu social, puis responsable d'Antropia, l'incubateur social de

l'Essec avant de créer Cap Essec, une prépa au concours d'admission au programme grande école de l'Essec pour les étudiants d'origine modeste.

En 2010, la jeune femme décide de créer Enquête, une association à but non lucratif pour promouvoir la découverte du fait religieux à l'école. Son originalité : elle utilise une pédagogie fondée sur le jeu et le débat, à travers l'« arbre à défis ». Cet outil ludo-éducatif permet aux enfants de réfléchir aux stéréotypes qui entourent les représentations des religions tout en leur donnant une base de connaissance solide. « Ils se penchent, par exemple, sur la

différence entre juif et Israélien, Français et chrétien... Le but est qu'ils comprennent mieux leur environnement, qu'ils puissent le décoder, et au final, accepter l'autre dans ses différences », illustre Marine Quenin. Le tout dans une ambiance de stimulation.

L'accueil des institutions et des parents est d'abord très réservé. « Le religieux angoisse tout le monde », regrette Marine Quenin. Mais devant l'enthousiasme des enfants, les éducateurs se laissent convaincre, rassurés sur le fait qu'Enquête n'est au service d'aucun courant politique ou religieux. Aujourd'hui, l'association, financée à 40 % par des ressources propres et à 60 % par des subventions publiques, emploie 21 salariés. Et ne compte pas s'arrêter là : elle a étendu son action à la formation d'enseignants et au monde extrascolaire, et élargi son public aux adolescents. ■

<http://www.enquete.asso.fr>

« L'OBJECTIF EST QUE LES JEUNES ACCEPTENT LES AUTRES DANS LEURS DIFFÉRENCES »

BENJAMIN MOUSNIER-LOMPRÉ, fondateur d'Ipsos Santé

Aux petits soins des malades

Un diplômé de HEC, un parcours de jeune diplômé chez Mc Kinsey... et la création d'un cabinet médical d'un nouveau genre. Voilà qui n'est pas banal. Benjamin Mousnier-Lompré a cofondé Ipsos Santé, il y a cinq ans, sur un double constat : les attentes des Français envers leurs médecins généralistes ont changé, et la façon dont les jeunes générations de praticiens entendent exercer leur métier est radicalement différente de celles de leurs aînés. Fort de son expérience de consultant en stratégie, il a listé méthodiquement les desiderata des patients :

des médecins disponibles, y compris le soir ou le week-end, des outils informatiques qui facilitent la prise de rendez-vous et la consultation des dossiers médicaux. Les nouveaux généralistes, eux, ne veulent pas travailler seul et en silo, chacun dans leur coin. « Il y avait un besoin de repenser les protocoles médicaux, les outils de partage des dossiers, la prise en charge des patients », explique Benjamin Mousnier-Lompré.

Avec Gabriel d'Yvoire, il a imaginé un espace dans lequel travaillent une vingtaine de professionnels de la santé,

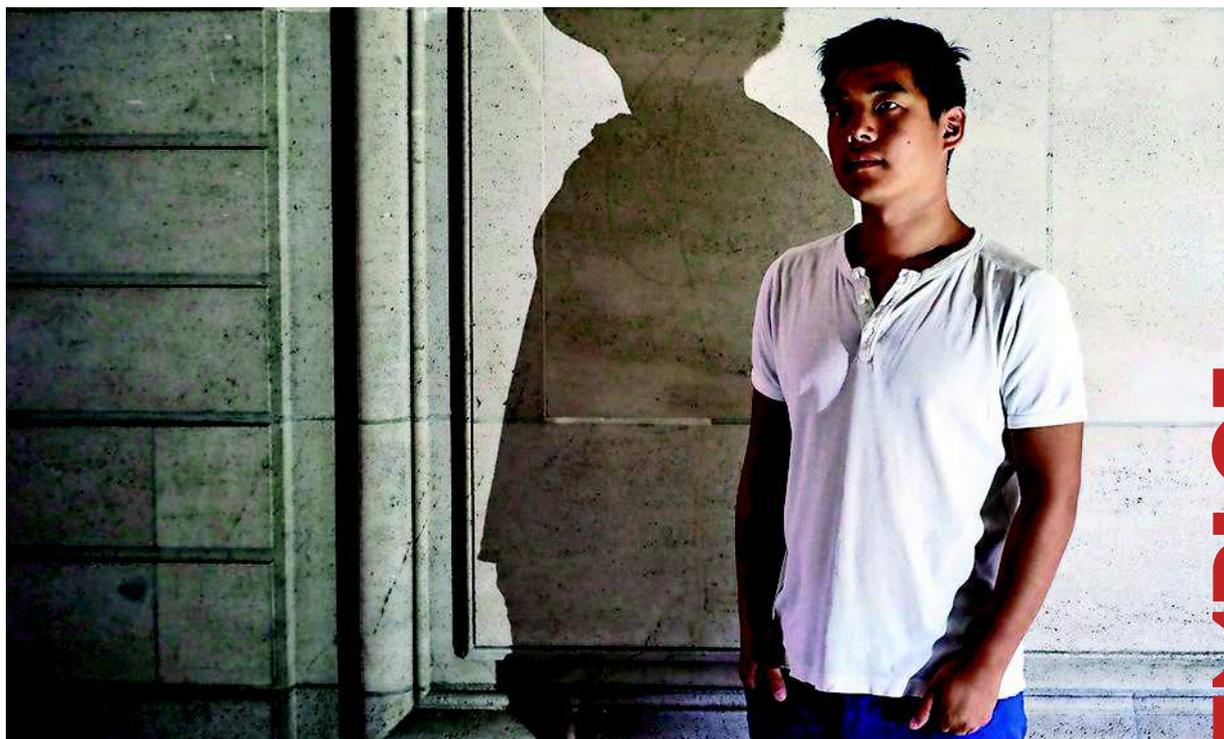
« IL Y AVAIT UN VRAI BESOIN DE REPENSER LES PROTOCOLES MÉDICAUX »

qui ont à leur disposition des systèmes informatiques collaboratifs et innovants, et délèguent l'administratif à des employés. Fini le grand appartement aménagé tant bien que mal en cabinet : bienvenue à la PME ! Résultat : plus de temps pour le patient, des échanges réguliers entre médecins pour une prise en charge globale – tellement importante dans le cas de maladies chroniques par exemple –, et enfin une amplitude horaire qui convient à tous.

Un premier centre pilote a été ouvert, en 2015, à Paris, dans le III^e arrondissement. « Nous faisons 4 000 consultations par mois. Sur une heure travaillée, cinquante minutes sont consacrées aux patients, contre trente-six en moyenne dans des cabinets classiques. Nos médecins coûtent entre 40 et 50 % moins cher au système de santé, car ils prescrivent moins », souligne Benjamin Mousnier-Lompré. Comme dans une entreprise classique, la satisfaction des « clients » est mesurée : 99 % des répondants recommandent Ipsos Santé à leurs proches. Sachant que la démographie fait apparaître un risque réel de pénurie de médecins, il semble qu'Ipsos Santé ait réussi à trouver un modèle attractif : pas moins de 200 candidatures ont été reçues au centre parisien en deux ans. A l'équilibre économique – une gageure pour un centre de santé en secteur 1 à Paris –, la société devrait ouvrir prochainement un deuxième centre à Paris, avant d'essayer en province. En attendant, Ipsos Santé accueille des théoriciens et des projets dans le domaine de la e-santé. ■

<https://ipsosante.fr>





PAUL DUAN, fondateur de Bob Emploi

Les algorithmes font le job

Longtemps Paul Duan a été écartelé entre deux mondes : la technologie, avec sa puissance, ses promesses. Et l'intérêt général, avec sa grandeur et ses faiblesses. A 19 ans, le jeune homme devient le premier *data scientist* chez Eventbrite, la startup française qui cartonne dans la Silicon Valley. Mais il éprouve aussi un besoin de sens et d'utilité, qu'il tente de combler par un engagement bénévole dans des associations d'aide au plus démunis. Où il ne peut que constater l'absence de culture d'efficacité.

Il y a trois ans, ce surdiplômé (mathématiques, sciences politiques, économie) fonde alors Bayes Impact, à la fois en Californie et en France. Objectif : mettre la technologie au service du bien commun. « Au début, nous étions des Casques bleus geeks, envoyés pour améliorer des projets existants », commente-t-il. Puis il décide de changer de modèle : mieux vaut se concentrer sur

de grands chantiers touchant plus de personnes. L'ONG travaille alors avec le gouvernement fédéral américain sur le programme Medicare. Mais l'équipe souffre de ne pas être pleinement indépendante. « Nous avons modifié à nouveau notre modèle. Nous voulons désormais créer les services publics citoyens de demain à l'aide des nouvelles technologies » explique Paul Duan.

Fin 2016, il lance en France Bob Emploi, une application qui puise dans le big data pour mettre en relation les chômeurs avec des offres d'emploi, mais surtout pour les accompagner de la manière la plus personnalisée pos-

sible. Crucial, quand 9,5 % de la population active cherche un job. Certes, un tel service opensource et indépendant fait grincer des dents. Mais Bayes Impact bénéficie de soutiens jusqu'au sommet de l'Etat. « Nous avons à cœur de montrer que nous sommes complémentaires, nous n'entendons pas remplacer les conseillers de Pôle emploi », précise Paul Duan.

En quelques mois, l'application a séduit plus de 100 000 personnes. Elle est censée s'améliorer grâce aux contributions de la communauté. Bob Emploi se veut ainsi un prototype pour les futurs projets de Bayes Impact, que son fondateur voit en « OCDE de la technologie ». Ambitieux mais humble : « Nous n'allons pas trouver d'algorithme magique pour résoudre les problèmes sociaux, mais juste tenter de les mettre au service du bien commun », conclut-il. ■
www.bob-emploi.fr

**« NOUS PUISONS
DANS LES NOUVELLES
TECHNOLOGIES POUR
CRÉER LES SERVICES
PUBLICS DE DEMAIN »**